

## IV. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MENAGES

### 1. Le pouvoir d'achat du revenu des ménages

L'évolution du pouvoir d'achat des ménages en 1982 reste soutenue par les flux de prestations sociales : le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmenterait en moyenne de 2,4 % mais la masse des salaires nets verrait son pouvoir d'achat baisser de 0,4 % (après déflation des évolutions nominales par l'indice des 295 postes) (1). La structure d'évolution des revenus de 1981 est ainsi renforcée et les administrations publiques prennent à leur charge la croissance du pouvoir d'achat des ménages.

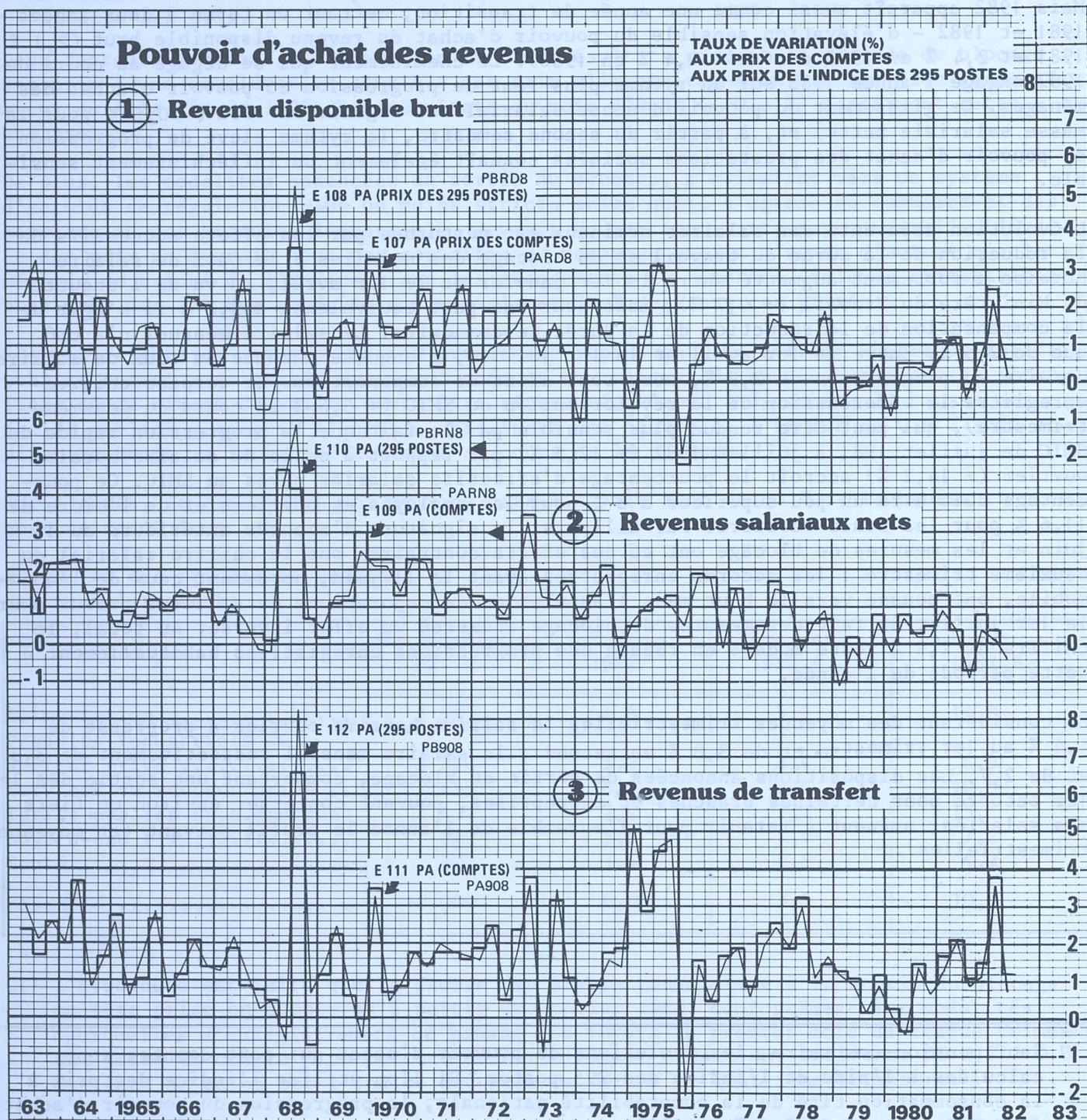
Mais 1982 apparaît aussi comme une année de transition, mettant un terme à deux années - 1981 et 1982 - d'élévation sensible du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (2,1 % en 1981 et 2,4 % en 1982 contre - 0,4 % en 1980). Le cheminement qui se dégage au cours de 1982 engage l'année 1983 sur un rythme plus lent de progression du pouvoir d'achat des ménages. Le glissement du pouvoir d'achat salarial est négatif en 1982 (- 0,5 % pour la masse salariale nette) et, à partir du second semestre, le rythme élevé de progression du pouvoir d'achat des prestations sociales connaît également un infléchissement sensible.

L'évolution apparente des salaires nominaux est perturbée par les effets successifs de la réduction de la durée du travail et du blocage des salaires : le taux de salaire horaire a fortement augmenté entre le 1er janvier et le 1er avril, au vu de l'enquête du Ministère du Travail (+ 4,7 %), mais pour une part équivalente à 2,2 % il s'agit de la compensation de la réduction de la durée hebdomadaire. Le salaire mensuel n'a crû que de 2,5 %. Entre le 1er avril et le 1er juillet, l'enquête annonce un taux de salaire horaire en progression de 2,9 %, hors tout effet de compensation. Ce dernier chiffre enregistre la répercussion de la révalorisation du SMIC (+ 5,5 % au cours du deuxième trimestre), qui peut être rendue plus sensible par le fait que la progression rapide du SMIC de juillet 1981 à juillet 1982 (+ 17,5 %) par rapport à celle du salaire horaire ouvrier (+ 14,2 %) accroît le pourcentage d'effectifs salariés payés au SMIC. Ce pourcentage doit être un peu supérieur à 8 % pour les employés et ouvriers et de l'ordre de 11,6 % pour les seuls ouvriers. Par ailleurs, la signature d'accords antérieurs au 11 juin et les mesures de blocage ont eu des effets contraires sur le chiffre salarial du deuxième trimestre : les accords enregistrés avant le 11 juin, notamment ceux de l'automobile, ont poussé vers le haut mais l'annulation de majorations de salaires prévus pour le 1er juillet du fait des mesures de blocage a exercé un effet inverse. Au total, le chiffre de 2,9 % reste modéré en regard des progressions enregistrées habituellement à cette période de l'année.

En considérant des moyennes trimestrielles le salaire horaire ouvrier a progressé de 4,4 % au 1er trimestre et de 3,8 % au second ; le salaire mensuel respectivement de 3,3 et de 2,7. Les dispositions annoncées de sortie du blocage, comportant une sortie dès le 1er octobre pour certaines branches et entreprises, pouvant concerner environ un tiers des salariés, amènent à retenir pour l'ensemble de l'année le profil suivant (en moyennes trimestrielles).

(1) Sauf mention contraire, les évolutions de pouvoir d'achat qui sont données sont calculées à l'aide de l'indice des 295 postes. Si l'on utilise l'indice des prix à la consommation tiré de la comptabilité nationale, la progression du pouvoir d'achat du R.D.B. serait de 3,4 % en 1982.

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 95. Source : Comptes trimestriels. Sur ce graphique, les variations du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages sont accompagnées de celles de ses deux principales composantes : revenus salariaux et revenus de transferts. Ce pouvoir d'achat est évalué d'une part aux prix des comptes, d'autre part aux prix de l'indice INSEE des prix à la consommation (295 postes). VOIR AUSSI : en cahier bleu de TENDANCES, page 82, les séries relatives aux salaires.



	1981/80	82-1	82-2	82-3 *	82-4 *	1982/1981 *
Salaire horaire ouvrier .....	15,0	+ 4,4 %	3,8 %	1,8 %	2,4 %	15,7
Salaire mensuel ouvrier .....	15,0	+ 3,3 %	+ 2,7 %	+ 1,8 %	+ 2,3 %	13,5
Pouvoir d'achat du salaire mensuel ..	+ 1,4	+ 0,5 %	- 0,4 %	+ 0,4 %	+ 0,2	+ 1,3
* prévision						

Ce chiffrage en moyennes trimestrielles correspond à un glissement nominal du salaire horaire de 1 % entre le 1er juillet et le 1er octobre, date de fin du blocage complet des salaires et à une revalorisation de 3,5 % entre le 1er octobre et le 1er janvier 1983, période qui enregistre une incidence modérée de nouvelles réductions de la durée du travail (notamment dans la métallurgie, avec compensation à 66 %) et l'effet des premières mesures accordées au titre de 1983.

En moyenne 1982 sur 1981, le gain de pouvoir d'achat du salaire mensuel n'est que peu en retrait du chiffre de 1981 par rapport à 1980. En glissement sur l'année, par contre, 1982 apparaît comme une année d'infléchissement dans la croissance du pouvoir d'achat du salaire mensuel, désormais très faible, ce qui se répercutera pleinement sur la moyenne de l'année 1983.

	Progression en glissement (décembre/décembre)		
	1980/1979	1981/1980	1982/1981 *
Salaire mensuel ....	15,4	16,3	10,2
Pouvoir d'achat du salaire mensuel ...	+ 2,3	+ 2,1	+ 0,2 %
* prévision			

Le passage à l'évolution de la masse salariale nette doit tenir compte principalement de trois éléments :

. L'évolution des traitements de la fonction publique, revalorisés de 3,5 % en janvier et de 2,8 % en avril et bloqués durant sept mois au niveau ainsi atteint. Pour la sortie du blocage, l'hypothèse est faite d'une majoration de 3 % au 1er novembre du traitement de base à laquelle s'ajouteraient des mesures pour les bas salaires.

. L'évolution des effectifs salariés, qui a connu une inflexion de tendance favorable depuis la fin 1981 (cf chapitre sur l'emploi). L'accroissement des effectifs des secteurs marchands non agricoles a été de 0,3 % au premier semestre. Sur l'année, le glissement devrait atteindre 0,6 %.

. Les majorations de cotisations sociales et UNEDIC, liées à l'effet, enregistré pour une part au premier trimestre, du rétablissement du point de cotisations sociales de novembre 1981 et aux mesures concernant le second semestre 1982 (relèvement du plafond de la Sécurité Sociale, augmentation des cotisations UNEDIC).

Compte tenu de ces facteurs, le pouvoir d'achat de la masse salariale nette déjà orienté à la baisse au premier semestre, devrait connaître une baisse en 1982 par rapport à 1981 (- 0,4 %), le glissement étant proche (- 0,5 %).

Pouvoir d'achat de la masse salariale nette

81/80	82-1	82-2	82-3 *	82-4 *	82/81 *	Glissement* 1982
+ 1,1 %	+ 0,1 %	- 0,4 %	- 0,3 %	+ 0,1 %	- 0,4 %	- 0,5 %
*prévision						

Dans le même temps, la masse des prestations sociales continue sur l'ensemble de l'année à connaître une croissance importante (+ 7 % en pouvoir d'achat entre 1981 et 1982), qui soutient le revenu global, malgré la modération des majorations des allocations familiales et de l'allocation logement en juillet dernier. La croissance du pouvoir d'achat des diverses prestations est cependant très différenciée : la progression des prestations chômage est de nouveau loin devant, mais les prestations familiales, les retraites, les prestations de santé connaissent toutes, en moyenne annuelle, une accélération par rapport à l'année 1981. En profil infra-annuel, le second semestre marque un fléchissement net par rapport à l'effort accompli au premier.

Ensemble des prestations sociales : pouvoir d'achat

81/80	82-1	82-2	82-3 *	82-4 *	82/81 *	Glissement* 1982
+ 4,7	+ 3,5	+ 0,8	+ 1,4	+ 1,0	+ 7,0	+ 6,8
*prévision						

Si les revenus sociaux sont indexés avec retard sur l'évolution des salaires et ne ressentiront qu'avec délai l'effet du blocage (sauf pour les retraites du secteur public, bloquées pendant sept mois à leur niveau d'avril), leur pouvoir d'achat connaît néanmoins un ralentissement net au second semestre, qui contribue à modérer la progression du revenu disponible dans la seconde partie de l'année.

D'autre part, un reliquat d'impôts particulièrement important devrait être versé en fin d'année par les ménages (impôts exceptionnels de solidarité pour financer l'UNEDIC, impôt sur la fortune). Ce reliquat concerne cependant les ménages aux revenus les plus importants et l'impact sur la consommation, qui peut provoquer des reports d'achats de biens durables, devrait néanmoins s'en trouver limité : l'épargne accumulée financera ces reliquats pour l'essentiel.

L'évolution très favorable du revenu disponible brut au premier semestre, d'autant que les revenus d'entrepreneurs individuels ont également connu un redressement apparent à ce moment, le sera nettement moins au second. Si le gain de pouvoir d'achat reste substantiel sur l'année, un changement de tendance s'est amorcé au second semestre qui devrait pleinement se ressentir sur les indices de 1983 : la baisse du pouvoir d'achat du R.D.B. est de 1,2 % au cours du second semestre. Le changement de tendance concerne les salariés mais aussi les entrepreneurs individuels du commerce et des services dont les ressources ont été affectées par le blocage des prix et la faible activité au second semestre.

Pouvoir d'achat du revenu disponible brut

	1981/80	82-1	82-2	82-3 *	82-4 *	1982/81*	Glissement 1982
Déflateur : indice de prix des 295 postes ..	+ 2,1 %	+ 2,2 %	+ 0,2 %	- 0,6 %	- 0,6 %	+ 2,4 %	+ 1,2 %
Déflateur : indice de prix des comptes nationaux .....	+ 2,9 %	+ 2,5 %	+ 0,6 %	- 0,8 %	- 0,3 %	+ 3,4 %	+ 2,0 %
* prévision							

## 2.Épargne et consommation des ménages

### 2.1. L'épargne

Affaibli en 1981 et 1982, le taux d'épargne des ménages a bénéficié des forts gains de pouvoir d'achat du revenu disponible au premier semestre : mais c'est l'épargne financière qui s'améliore alors que l'épargne consacrée au logement reste déprimée.

	1980	81-1	81-2	81-3	81-4	1981	82-1	82-2	82-3*	82-4*	1982
Taux d'épargne ....	14,5	15,3	15,4	14,4	14,7	14,9	15,7	15,6	14,6	13,9	14,9
Taux d'épargne financière .....	3,8	5,3	5,7	4,9	4,9	5,2	6,3	5,8	4,9	4,0	5,3
* prévision											

Le niveau moyen du premier semestre reste cependant bas en regard de la moyenne 1974-78 (17,3 %). La dernière enquête auprès des ménages, effectuée en mai, avant les mesures de blocage des salaires et des prix, ne donnait pas à prévoir une modification radicale du comportement d'épargne des ménages : l'opportunité d'épargner restait à un niveau bas et la préférence pour la consommation, en cas de rentrée de ressources, était à un niveau jamais enregistré. Il est difficile, en l'état actuel des informations, de dire quelle sera, sur ce plan, la réaction des ménages aux mesures prises. Mais les résultats déjà disponibles pour juillet et août donnent cependant à penser que les ménages ne réagiront pas par une contraction brutale de leur consommation et la constitution d'une épargne de précaution. Compte tenu des délais de réaction, la consommation devrait résister, tout en ralentissant, à la baisse du pouvoir d'achat du second semestre. Le taux d'épargne devrait ainsi tomber à un niveau assez bas, traduisant certes les délais d'adaptation de la consommation mais aussi un impact éventuellement plus durable du passage à une tendance très ralentie du pouvoir d'achat sur le comportement d'épargne.

Si l'investissement des ménages en logement a enregistré, au vu des comptes trimestriels, un mieux ponctuel au second trimestre, les promoteurs-constructeurs continuent à estimer faible la demande de logements neufs et pensent que les moyens de financement des acheteurs sont encore en baisse. Sur les cinq premiers mois de l'année, le rythme de développement des crédits à l'habitat ne diffère pas significativement de celui de l'année dernière (de l'ordre de 11 à 12 % en taux annuel), bien qu'un meilleur comportement des prêts aidés se soit dessiné en juin-juillet. On peut, au total, attendre une nouvelle baisse de l'investissement en logement des ménages au cours du second semestre, ce qui donnerait une baisse importante en moyenne annuelle (- 5 % après - 2,9 % en 1981 et - 3,8 % en 1980). Dans la formation du taux d'épargne au second semestre, l'investissement en logement jouerait un rôle neutre, compte tenu de la variation négative du pouvoir d'achat du revenu disponible sur cette même période : l'épargne consacrée au logement reste stable, très près d'un taux de 10 % en proportion du R.D.B..

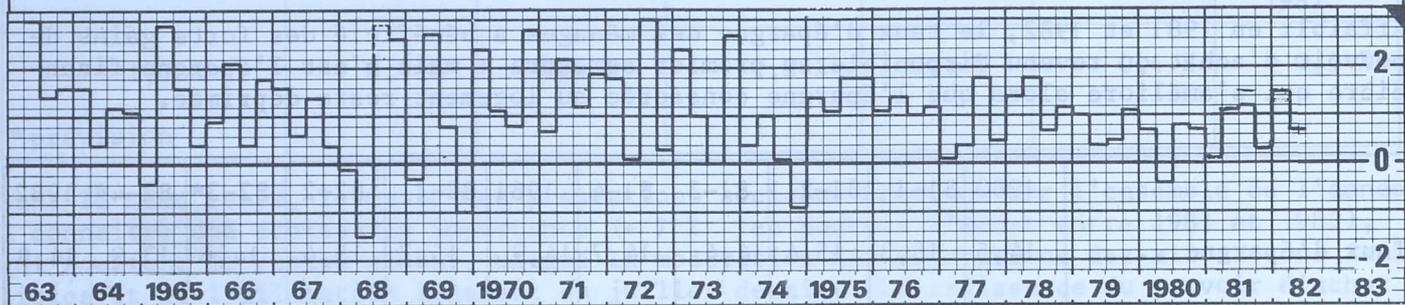
Le repli du taux d'épargne global correspondrait donc à un repli du taux d'épargne financière. Mais, au sein de cette dernière, les placements financiers continueraient d'avoir la préférence au détriment des placements liquides, d'autant que les mesures récemment annoncées en faveur de l'épargne longue incitent à une telle substitution d'actifs. Le premier semestre apparaît ainsi comme une phase brève de reconstitution d'encaisses qui ne modifie pas le niveau tendanciellemodéré du taux d'épargne économique depuis trois ans. Ce dernier retrouve au contraire en fin d'année un niveau bas.

### 2.2 La consommation

Les gains de pouvoir d'achat du premier semestre se sont partagés entre la reconstitution des encaisses et le développement de la consommation. Celle-ci a été très dynamique sur le premier semestre (+ 2,2 %), particulièrement en ce qui concerne les produits manufacturés : les achats d'automobile au premier trimestre, les achats d'équipement ménager au second (notamment électronique grand public en liaison avec la coupe du monde

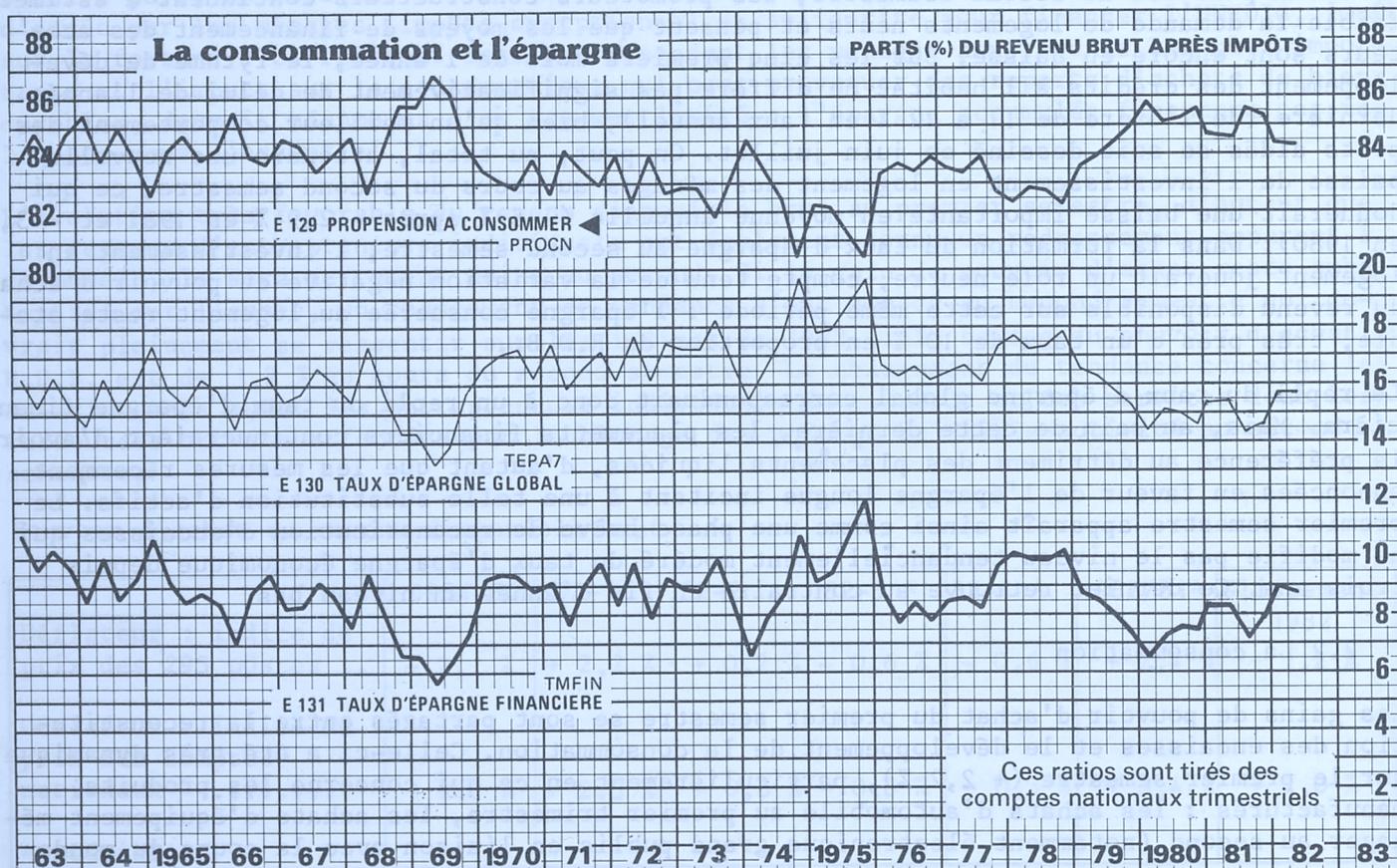
# Consommation des ménages

TAUX DE VARIATION EN %



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 45. Source : Comptes trimestriels. Il s'agit ci-dessus du taux de variation trimestrielle du volume de la consommation des ménages (ensemble des biens et services marchands, exprimés en milliards de F. 1970).

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 98. Source : ratios des Comptes trimestriels relatifs aux ménages. La propension à consommer est la part de la consommation des ménages en valeur dans le revenu disponible brut c'est-à-dire après impôts. Le taux d'épargne global est la part de l'épargne des ménages dans leur revenu disponible brut (cette épargne globale comprend le financement de leur FBCF logement). Le taux d'épargne financière est la part dans leur RDB de l'épargne des ménages, nette du financement de leurs achats de logements neufs.



de football), le fort rythme des achats d'habillement et de cuir-chaussures sur tout le semestre ont été les vecteurs de ce dynamisme. Sur un an (deuxième trimestre 1982 sur deuxième trimestre 1981) les achats de produits manufacturés ont vu leur volume augmenter de 5,6 %. (1).

#### V. LA SITUATION ET LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES

Les autres composantes de la consommation restent dans les tendances observées en 1981 : les dépenses de services continuent de croître à un rythme notable. C'est particulièrement le cas pour les dépenses de santé. Par contre les achats de produits alimentaires restent stagnants, au-delà d'oscillations au trimestre le trimestre.

Au second semestre la consommation des ménages connaîtrait certes un ralentissement de son rythme (+ 0,8 % sur le semestre) mais l'hypothèse faite sur la baisse sensible du taux d'épargne conduit à retenir le maintien d'une croissance de la consommation. Le quatrième trimestre pourrait même être meilleur que le troisième, ce dernier subissant l'effet d'un ajustement à la baisse des achats de biens d'équipement ménager, après les acquisitions exceptionnellement fortes du deuxième trimestre.

Ce schéma donnerait, en moyenne annuelle, une croissance très prononcée de la consommation des ménages (+ 3,4 %) dont les biens durables auront été les principaux bénéficiaires (cf. Tableau).

Evolution de la consommation par grands groupes de produits (volume)

	année 1981 *				1981	année 1982 *				1982 *
	81.1	81.2	81.3	81.4		82.1	82.2	82.3 *	82.4 *	
Alimentation	- 0.5	- 0.1	0.9	- 0.9	- 0.1	0.5	- 0.5	0.6	- 0.2	0.1
Energie ...	- 3.9	- 1.3	2.4	1.1	- 0.3	- 2.2	0.9	1.8	0.3	1.2
Produits manufacturés ..	0.5	1.6	1.3	1.1	2.5	2.4	0.6	- 0.5	0.7	4.6
dont :										
Biens int. (1)	0.1	0.4	1.0	- 0.6	- 0.8	- 1.3	0.0	0.8	0.3	- 0.7
Equip. Prof.(2)	1.2	- 1.2	2.5	3.1	2.3	1.7	- 0.6	1.8	2.1	5.9
Automobiles	- 1.6	4.1	1.9	1.7	- 1.0	11.4	-13.2	6.8	1.8	7.4
Biens de consommat. (3)	0.8	1.5	0.8	- 0.2	2.5	2.2	0.6	- 0.2	0.0	3.2
Equip. Mén.(4)	0.8	2.5	3.3	8.0	8.0	- 0.6	13.6	- 9.2	3.0	13.7
B.T.P. (5)	0.2	0.2	0.2	0.3	1.2	0.3	0.4	0.4	0.3	1.2
Transp téléc.	- 0.5	2.7	2.8	1.3	5.5	1.8	4.5	- 0.2	1.9	8.8
Serv. March.	1.0	1.4	0.7	0.1	3.5	2.2	1.1	0.7	0.7	4.4
Assur. serv. fin. ....	3.6	3.9	3.3	2.2	8.7	1.1	0.5	0.2	0.2	6.0
Total consommation march.	0.2	1.1	1.2	0.3	2.2	1.5	0.7	0.3	0.5	3.4
* prévision										

(1) Produits de la quincaillerie, céramiques, articles en produits de la verrerie, pneumatiques.

(2) Matériel électrique, (piles, etc..), matériel de précision. Matériel photographique et cinématographique.

(3) Textiles et habillement, chaussures et articles en cuir. Pharmacie et de la parachimie, meubles, presse et édition.

(4) Appareils électro-ménagers, récepteurs de radio et de TV.

(5) Petit entretien courant du logement.

(1) La mesure des volumes sur la base des prix de l'année 1970 accentue cependant le développement de la consommation au second trimestre 1982 : la consommation s'est en effet alors portée sur des produits (électronique grand public) dont le prix relatif a fortement baissé depuis 1970. Si les prix de base utilisés sont ceux de l'année précédente, le volume des achats de biens durables (automobile et équipement ménager) décroît de 2 % au second trimestre par rapport au premier alors qu'il s'accroît de 2,2 % si les prix 1970 sont utilisés.

